

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1201  
22 janvier 1976

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-deuxième session

RENSEIGNEMENTS TRANSMIS CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 1159 (XLI)  
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, CONCERNANT LA COOPERATION AVEC  
LES ORGANISMES INTERGOUVERNEMENTAUX REGIONAUX QUI S'OCCUPENT DE  
LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME

Note du Secrétaire général

Le Conseil économique et social a adopté, lors de sa quarante et unième session, la résolution 1159 (XLI) <sup>1/</sup> relative à la coopération avec les organismes intergouvernementaux régionaux qui s'occupent des droits de l'homme. Aux termes de cette résolution, le Conseil, désireux d'utiliser tous les renseignements et données d'expérience possibles en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'égard de tous, sans distinction de race, de sexe, de couleur ou de religion a, entre autres, invité le Secrétaire général à prendre des mesures pour que la Commission puisse échanger des renseignements sur les questions relatives aux droits de l'homme avec le Conseil de l'Europe, la Commission inter-américaine des droits de l'homme, l'Organisation de l'Unité africaine, la Ligue des Etats arabes et d'autres organismes intergouvernementaux régionaux qui s'occupent tout particulièrement des droits de l'homme.

La communication en date du 13 janvier 1976 jointe à la présente note a été reçue du Conseil de l'Europe, en réponse à la demande que lui avait faite le Secrétaire général de transmettre des renseignements dans le cadre de l'échange prévu par les dispositions de la résolution précitée.

<sup>1/</sup> Cette résolution a été adoptée à la 1445ème séance plénière du Conseil, le 5 août 1966.

ACTIVITES DU CONSEIL DE L'EUROPE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME  
AU COURS DE L'ANNEE 1975

Introduction

A la demande du Secrétaire général des Nations Unies faite en conformité avec les termes de la résolution 1159 (XLI) du 5 août 1966 de l'ECOSOC, le Conseil de l'Europe avait adressé à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies des rapports relatifs à ses activités dans le domaine des droits de l'homme en 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973 et 1974. Le rapport pour 1968 avait été communiqué à la Commission sous la référence E/CN.4/L.1042/Add.2. Il faisait suite au rapport du Conseil de l'Europe à la Conférence de Téhéran (A/CONF.32/L.9), lequel résumait les activités du Conseil dans ce domaine, jusqu'à la fin de 1967. Le rapport pour 1969 avait été communiqué à la Commission sous la référence E/CN.4/L.1117/Add.1, celui de 1970 sous la référence E/CN.4/L.1057/Add.1, celui de 1971 sous la référence E/CN.4/L.1089/Add.1, celui de 1972 sous la référence E/CN.4/1120, celui de 1973 sous la référence E/CN.4/1139 et celui de 1974 sous la référence E/CN.4/1163.

Suite à une nouvelle demande du Secrétaire général des Nations Unies, le Conseil de l'Europe a élaboré un nouveau rapport sur ses activités dans le domaine des droits de l'homme en 1975.

I. ETAT D'APPLICATION DE LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

1. Tous les dix-huit Etats membres du Conseil de l'Europe ont ratifié la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi que les Protocoles N° 3 et N° 4 <sup>1/</sup>. Le Protocole N° 1 à la Convention a été ratifié par tous les Etats membres à l'exception de la Suisse et le Protocole N° 2 par tous les Etats membres à l'exception de la France.

2. Le nombre des Etats contractants ayant reconnu la compétence de la Commission européenne des droits de l'homme à être saisie des requêtes individuelles (article 25 de la Convention) est resté de treize <sup>2/</sup>. Les mêmes treize Etats ainsi que la France ont reconnu la juridiction obligatoire de la Cour européenne des droits de l'homme (article 46 de la Convention).

3. A la fin de 1975, le Protocole N° 4 à la Convention reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier Protocole additionnel <sup>3/</sup> était en vigueur dans dix Etats : Autriche, Belgique,

---

<sup>1/</sup> Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, République fédérale d'Allemagne, France, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse, Turquie et Royaume-Uni.

<sup>2/</sup> Autriche, Belgique, Danemark, République fédérale d'Allemagne, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse, Royaume-Uni (y compris 18 territoires d'outre-mer).

<sup>3/</sup> Interdiction de l'emprisonnement pour dettes; liberté de circuler et de choisir sa résidence; liberté contre les expulsions de son pays et droit d'y entrer; interdiction des expulsions collectives d'étrangers.

Danemark, République fédérale d'Allemagne, France, Islande, Irlande, Luxembourg, Norvège et Suède. Tous ces gouvernements ont également étendu leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour européenne aux requêtes concernant les droits garantis par ce quatrième Protocole. Neuf de ces gouvernements ont étendu leur acceptation aussi de la compétence de la Commission à être saisie de requêtes individuelles.

4. L'Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des droits de l'homme qui est entré en vigueur le 17 avril 1971, était ratifié à la fin de 1975 par dix Etats (Belgique, Chypre, Irlande, Pays-Bas, Luxembourg, Malte, Norvège, Suède, Suisse et Royaume-Uni).

## II. ACTIVITES DE LA COMMISSION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

### A. Requêtes étatiques

5. Déclarée recevable en octobre 1972, la requête introduite par le Gouvernement irlandais contre le Gouvernement du Royaume-Uni au sujet de la situation en Irlande du Nord a abondamment occupé la Commission au cours des douze derniers mois. L'établissement des faits de la cause a nécessité non moins de huit auditions de témoins devant des délégués de la Commission : 118 personnes ont été entendues et le compte rendu de leurs dépositions dépasse 4 000 pages. Ces auditions ont eu lieu à Strasbourg ou, pour certaines raisons de sécurité, à la base aérienne de Sola, près de Stavanger, mise à disposition par le Gouvernement norvégien, et dans un cas à Londres. Elles se sont déroulées en 1974 et au début de 1975. Puis, au cours d'une audience qui dura cinq jours en mars 1975, les parties ont présenté leurs arguments et conclusions sur les preuves recueillies. Les délégations étaient conduites par l'Attorney General de chacun des Etats en cause. La Commission travaille maintenant à l'élaboration du rapport qu'elle aura à remettre au Comité des ministres, conformément à l'article 31 de la Convention.

6. Après une audience qui a eu lieu les 22 et 23 mai 1975 à Strasbourg, la Commission a déclaré recevables, après les avoir jointes, les deux requêtes introduites contre le Gouvernement turc par le Gouvernement de Chypre. Ces requêtes concernent la situation née de l'intervention turque à Chypre. Le Gouvernement requérant a allégué la violation par les autorités turques d'une série de dispositions de la Convention, notamment celles qui garantissent le droit à la vie, à la liberté, à un procès équitable, au respect de la vie privée et familiale et celles qui prohibent la torture et les peines ou traitements inhumains, la servitude et le travail forcé, les discriminations dans la jouissance des droits garantis. Le Gouvernement mis en cause a contesté à la partie requérante la qualité pour représenter l'Etat de Chypre; il a soutenu que les voies de recours internes n'avaient pas été épuisées et que la zone de Chypre où se seraient déroulés les faits allégués ne relevait pas de la juridiction du Gouvernement turc. Il a plaidé le caractère abusif des requêtes. La décision de recevabilité rendue par la Commission ne préjuge en rien du bien-fondé des requêtes.

Une délégation de la Commission s'est ensuite rendue à Chypre, où elle a entendu de nombreux témoins et visité deux camps de réfugiés. Le compte rendu de cette requête a été soumis aux parties pour observations et, en décembre 1975, la Commission a examiné les communications reçues de celles-ci.

## B. Requêtes individuelles

7. Au cours de l'année 1975, plus de 450 nouvelles requêtes individuelles ont été enregistrées. Durant cette même période, la Commission a statué sur la recevabilité de 364 requêtes, dont quatre ont été déclarées recevables, à savoir :

König contre la République fédérale d'Allemagne. Le requérant est un médecin allemand qui s'est vu retirer, par les autorités administratives compétentes, l'autorisation de diriger une clinique privée lui appartenant. A la suite de poursuites disciplinaires, il s'est vu retirer également l'autorisation de pratiquer la médecine. Le requérant a recouru contre ces décisions auprès des tribunaux administratifs et se plaint de la durée de la procédure, invoquant l'article 6, paragraphe 1 de la Convention.

X. contre les Pays-Bas. Cette requête concerne la régularité de l'internement d'une personne considérée comme déficiente mentale, ainsi que la portée et les modalités du contrôle de légalité de la détention, prévu à l'article 5, paragraphe 4 de la Convention (droit de recours devant un tribunal pour une personne privée de sa liberté). Le requérant se plaint notamment de n'avoir pas été entendu par le juge ayant autorisé à différentes reprises la prolongation de son internement et de n'avoir pas été informé de ses décisions.

Marckx contre la Belgique. Cette requête a été introduite par Mme Paula Marckx, journaliste, agissant tout en son propre nom qu'au nom de sa fille, née en 1973. La requête met en cause le statut des enfants naturels, tel qu'il est défini par la législation actuellement en vigueur en Belgique, particulièrement en ce qui concerne la filiation, les droits successoraux et la capacité de recevoir des donations. La requérante allègue que ce statut, équivalant à une "capitis diminutio" est contraire aux articles 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) et 3 (prohibition des traitements dégradants) de la Convention européenne des droits de l'homme. Il comporterait en outre une discrimination contraire à l'article 14 de la Convention entre les enfants naturels et les enfants légitimes comme entre les mères célibataires et les mères mariées.

Times Newspaper Ltd et autres contre le Royaume-Uni. En septembre 1972, le Sunday Times a annoncé son intention de publier un long article retraçant l'histoire des essais, de la fabrication et de certains effets tragiques du médicament nommé "thalidomide".

Sur demande de l'entreprise fabriquant et vendant ce médicament au Royaume-Uni, les tribunaux interdirent la publication de cet article au motif qu'il pouvait entraver le cours de procédures judiciaires : il s'agissait d'actions intentées par des victimes et de négociations menées par elles avec le fabricant.

Les requérants soutiennent que cette interdiction porte atteinte à la liberté d'expression, garantie par l'article 10 de la Convention.

En décembre 1975, les représentants des parties ont comparu devant la Commission au cours d'une audience consacrée à l'examen du fond de l'affaire.

La Commission a adopté son rapport (article 31 de la Convention) dans les quatre affaires suivantes, dont les deux premières ont été déférées par elle à la Cour européenne des droits de l'homme :

Epoux Kjeldsen, Madsen et Pedersen contre le Danemark. Ces requêtes mettent en cause des dispositions entrées en vigueur en 1971, rendant l'éducation sexuelle obligatoire dans les écoles publiques danoises. Cet enseignement ne constitue pas une discipline distincte mais est intégré dans l'ensemble des matières du programme. Les requérants ont soutenu devant la Commission que les dispositions précitées ne leur permettent pas de faire instruire leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques (article 2 du Protocole additionnel).

Handyside contre le Royaume-Uni. Propriétaire d'une maison d'édition à Londres, le requérant se proposait de publier un livre intitulé "Petit livre rouge à l'usage des écoliers", traduction en langue anglaise d'un original danois. Avant même la publication, de nombreux exemplaires furent saisis par les autorités britanniques et le requérant fut condamné à une amende pour avoir détenu à des fins commerciales un ouvrage obscène. Une édition revue a paru par la suite et est actuellement en vente au Royaume-Uni. Le requérant s'est plaint devant la Commission des mesures prises à l'égard du "Petit livre rouge" et a invoqué principalement l'article 10 de la Convention (liberté d'expression) et l'article 1 du Protocole additionnel (droit de toute personne au respect de ses biens).

Levy contre la République fédérale d'Allemagne. Soupçonné de meurtre, le requérant fut arrêté à Francfort en décembre 1970 et maintenu en détention depuis lors, sa mise en liberté sous caution lui ayant été refusée. Il a été condamné en décembre 1973 à quinze ans de prison pour homicide. Sa requête à la Commission porte sur la durée de sa détention provisoire.

Müller contre l'Autriche. Après avoir été affilié pendant 37 ans au régime autrichien de sécurité sociale, le requérant qui fut engagé par une entreprise sise au Liechtenstein, continua à payer ses cotisations en Autriche sur une base volontaire.

Parvenu à l'âge de la retraite, il se vit refuser, pour le calcul de sa pension ordinaire, la prise en considération de ses contributions volontaires, en raison d'une convention conclue entre l'Autriche et le Liechtenstein en 1969. Il prétend subir une perte et être victime d'une discrimination.

8. D'autre part, la Commission a adressé au Comité des ministres, pour information, un bref rapport concernant l'affaire Vampel contre l'Autriche, à la suite du retrait par le requérant de sa requête, eu égard à la grâce que lui a accordée le Président de la République d'Autriche au mois d'avril 1975. Le requérant, condamné pour meurtre en 1970, s'était plaint de la durée de sa détention préventive.

9. Parmi les autres requêtes examinées par la Commission, qu'il s'agisse de leur recevabilité ou du fond de l'affaire, on peut mentionner :

- Un certain nombre de requêtes individuelles dirigées contre le Royaume-Uni et concernant la situation en Irlande du Nord, dont celles de MM. Donnelly et autres, qui ont donné lieu à l'audition de témoins à Belfast et dans le Kent en juin 1975 et à une audience qui s'est tenue à Strasbourg en décembre 1975.

- Plusieurs requêtes dirigées contre l'Islande, relatives à la possession de chiens en Islande qui, en principe, est interdite dans les villes en vertu de règlements sanitaires.
- Une requête introduite contre le Royaume-Uni relative aux punitions corporelles en vigueur dans l'île de Man.
- La requête introduite contre le Danemark par M. Becker, qui redoute le renvoi au Vietnam de 204 enfants autorisés à séjourner au Danemark en vertu de l'article 24 de la Convention de Genève sur la protection des civils en temps de guerre.
- La requête introduite contre le Royaume-Uni (déclarée irrecevable en mai 1975) par Ilse Hess, épouse de l'ancien chef nazi Rudolf Hess, détenu à la prison de Spandau depuis 1947. La requérante alléguait notamment que la détention prolongée de son mari constituait un traitement contraire à l'article 3 de la Convention.
- La requête introduite par deux femmes contre la République fédérale d'Allemagne et qui a trait au problème de l'avortement. Les requérantes se plaignent de l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale déclarant inconstitutionnelle la loi supprimant la poursuite pénale des interruptions de grossesse pratiquées dans certaines conditions.

10. Lors de sa session de juillet 1975, la Commission a réélu à sa présidence M. J.E.S. Fawcett (Britannique) et à sa vice-présidence M. G. Sperduti (Italien). Elle a élu second Vice-Président M. C.A. Nørgaard (Danois).

### III. ACTIVITES DE LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

11. Au cours de l'année 1975, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu deux arrêts.

12. Dans l'Affaire Golder qui concerne le Royaume-Uni, la Cour, par un arrêt du 21 février 1975, a constaté sur deux points une violation de la Convention européenne des droits de l'homme.

A l'origine de cette affaire se trouve une requête introduite devant la Commission par M. Golder qui alléguait que le refus du Secrétaire à l'intérieur d'autoriser la consultation d'un sollicitor pendant qu'il purgeait une peine de prison, en vue d'intenter une action civile pour diffamation contre un officier de police, l'avait privé de son droit d'accès à un tribunal, enfreignant ainsi l'article 6, paragraphe premier, de la Convention européenne des droits de l'homme. Il alléguait en outre la violation de l'article 8, car d'après lui ce même refus l'avait privé de correspondre avec un avocat.

Analysant les faits, la Cour souligne dans son arrêt que M. Golder, sans qu'on lui ait dénié formellement le droit de saisir un tribunal, a été empêché en pratique d'engager en 1970 l'action envisagée par lui.

La Cour estime que l'article 6, paragraphe 1, s'il ne proclame pas en termes exprès un droit d'accès aux tribunaux, n'en consacre pas moins ce droit, à savoir le droit de saisir un tribunal en matière civile, droit qui constitue un aspect de ce qu'elle appelle le "droit à un tribunal". Elle fonde cette conclusion, longuement motivée, sur le texte et le contexte de l'article 6, paragraphe 1, sur le but et l'objet de la Convention et sur certains principes généraux de droit.

Sans aborder dans l'abstrait le problème des limitations admissibles dans le domaine de l'accès aux tribunaux, la Cour relève que M. Golder cherchait à se faire innocenter d'une accusation lancée contre lui, que l'incident avait eu lieu pendant sa détention, qu'il avait traité à la vie en prison et que l'action projetée se serait dirigée contre un membre du personnel pénitentiaire placé sous l'autorité du ministre de l'intérieur. La Cour considère que dans ces conditions M. Golder pouvait légitimement vouloir prendre contact avec un avocat afin de s'adresser à une juridiction et que le ministre n'avait pas à apprécier lui-même les chances de succès de ladite action.

La Cour examine ensuite le grief relatif à l'article 8. Elle juge que s'il n'y a eu ni interception ni censure d'un message, telle une lettre, que M. Golder aurait envoyé à un avocat, "un obstacle apporté", comme en l'espèce, "à la possibilité même de correspondre représente la forme la plus radicale d'ingérence" (...) dans l'exercice du droit au respect de la correspondance".

La Cour ajoute que ce droit n'est pas soumis à des "limitations implicites" et qu'elle n'aperçoit pas comment les dispositions du paragraphe 2 de l'article 8 pouvaient justifier la décision du ministre de l'intérieur.

En conclusion, la Cour constate que le rejet de la demande de M. Golder a violé l'article 6, paragraphe 1 (neuf voix contre trois) et l'article 8 (unanimité). Considérant que la question de l'octroi d'une satisfaction équitable à l'intéressé se trouve "en état", elle estime (à l'unanimité) que les décisions qui précèdent "constituent par elles-mêmes une satisfaction équitable suffisante au sens de l'article 50".

13. Par un arrêt prononcé le 27 octobre 1975, la Cour a constaté l'absence de violation de la Convention européenne dans l'Affaire syndical national de la Police belge qui concerne la Belgique.

L'affaire a trait principalement au droit à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts (article 11 de la Convention européenne). Elle a son origine dans une requête introduite devant la Commission par le syndicat le 5 mars 1970. L'association requérante défend les intérêts professionnels de l'ensemble du corps de la police communale. Elle allègue une violation de la Convention en ce que l'Etat belge refuse de l'accueillir comme l'une des organisations les plus représentatives, l'excluant ainsi de la consultation syndicale telle que la prévoit la législation belge.

Dans son rapport, la Commission conclut à l'absence de toute violation de la Convention; l'importance des problèmes soulevés par l'affaire l'a cependant amenée à saisir la Cour.

Dans son arrêt, la Cour relève d'abord que l'article 11, paragraphe 1 "ne garantit pas aux syndicats ni à leurs membres, un traitement précis de la part de l'Etat et notamment le droit d'être consultés par lui". Les termes de cette disposition lui paraissent néanmoins impliquer "que la Convention protège la liberté de défendre les intérêts professionnels des adhérents d'un syndicat par l'action collective de celui-ci, action dont les Etats contractants doivent à la fois autoriser et rendre possibles la conduite et le développement". Aux yeux de la Cour, "il s'ensuit qu'en vue de la défense de leurs intérêts les membres d'un syndicat ont droit à ce qu'il soit entendu". Assurément, "l'article 11, paragraphe 1 laisse à chaque Etat le choix des moyens à employer à cette fin; la consultation en constitue un, mais il y en a d'autres." Ce qu'exige la Convention, "c'est que la législation nationale permette aux syndicats selon des modalités non contraires à l'article 11, de lutter pour la défense des intérêts de leurs membres".

Ayant constaté que le syndicat requérant peut agir de différentes manières auprès du Gouvernement belge et que la politique générale de l'Etat en cause, tendant à restreindre le nombre des organisations à consulter, n'est pas à elle seule incompatible avec la liberté syndicale, la Cour conclut, à l'unanimité, à l'absence de violation de l'article 11, paragraphe 1.

La Cour recherche ensuite si les différences de traitement entre le syndicat requérant et les organisations consultées en vertu de la législation belge revêtent un caractère discriminatoire au sens de l'article 14 de la Convention.

Elle commence par rappeler que le but de la législation incriminée consiste à éviter "l'anarchie syndicale" et "assurer une politique du personnel cohérente et équilibrée tenant équitablement compte des intérêts professionnels de l'ensemble des agents des provinces et des communes."

Reste à savoir si le désavantage subi par les membres du requérant n'est pas disproportionné. A cet égard, la Cour relève que la solution adoptée par l'Arrêté royal du 2 août 1966 "constitue un moyen adéquat d'atteindre le but légitime visé" dans la mesure où "la consultation a trait à des problèmes d'ordre général concernant tous les agents des provinces et des communes". Sans doute le requérant n'a-t-il pas "non plus le droit d'être consulté sur les questions propres à la police communale", mais diverses considérations amènent la Cour à estimer que même sur ce point "le principe de proportionnalité n'est (...) pas transgressé".

En conséquence, la Cour arrive, par dix voix contre quatre, à la conclusion qu'il n'y a pas discrimination contraire aux articles 11, paragraphes 1 et 14 combinés.

14. Dans le courant de 1975 ont eu lieu devant la Cour des audiences relatives à l'affaire Syndicat suédois des conducteurs de locomotives, à l'affaire Schmidt et Dahlström et à l'affaire Engel et autres.

L'affaire Syndicat suédois des conducteurs de locomotives, qui concerne le Royaume de Suède, a été déférée à la Cour par la Commission européenne des Droits de l'homme le 7 octobre 1974. Elle trouve son origine dans une requête introduite devant la Commission par ce syndicat qui compte environ 1 200 membres, employés de la Compagnie de chemins de fer. Le requérant allègue une violation des articles 11, 13 et 14 de la Convention européenne des Droits de l'homme en ce que



l'Office national des négociations collectives a refusé, à partir d'octobre 1968, de conclure avec lui une nouvelle convention réglant les modalités d'emploi et conditions de travail. D'après lui, ce refus reflète la politique de l'Office consistant à passer, dans la mesure du possible, avec les grandes centrales syndicales de Suède des conventions générales applicables à tous les employés de l'Etat.

L'affaire Schmidt et Dahlström, qui concerne le Royaume de Suède, a été déférée à la Cour par la Commission européenne des Droits de l'homme le 9 octobre 1974. Elle trouve son origine dans une requête introduite devant la Commission, le 9 juin 1972, par M. Schmidt, professeur à l'Université de Stockholm, et par M. Dahlström, officier dans l'armée suédoise. Les deux requérants sont membres chacun d'un syndicat affilié à l'une des grandes centrales syndicales groupant en Suède les employés de l'Etat. Ils allèguent une violation des articles 11 et 14 de la Convention européenne des Droits de l'homme pour s'être vu refuser en 1971 le bénéfice de l'effet rétroactif d'une augmentation de traitement parce qu'ils appartenaient à des syndicats qui avaient ordonné des grèves par secteur après l'échec de négociation tendant à la conclusion d'une nouvelle convention collective.

L'affaire Engel et autres a été portée devant la Cour par la Commission européenne des Droits de l'homme le 8 octobre 1974 et par le Gouvernement néerlandais le 17 décembre 1974. A son origine se trouvent des requêtes introduites contre les Pays-Bas, en 1971, par cinq militaires : MM. Engel, van der Wiel, De Wit, Dona et Schul. Tous les cinq allèguent une violation des articles 5, 6 et 14 de la Convention européenne des Droits de l'homme. Ils estiment que les punitions qu'ils ont subies pour infraction à la discipline militaire ont constitué des privations de liberté contraires, quant au fond et quant à la procédure, à l'article 5 de la Convention. En outre, la procédure suivie devant les autorités militaires, y compris la Cour militaire suprême, n'aurait pas répondu aux exigences de l'article 6. Les privations de liberté et la procédure incriminées auraient aussi revêtu un caractère discriminatoire incompatible avec l'article 14. MM. Dona et Schul ont allégué de surcroît une atteinte aux droits garantis par certains autres articles de la Convention.

15. Au cours de 1975, la Cour a été saisie par la Commission de trois "Affaires d'éducation sexuelle".

A l'origine de ces affaires se trouvent des requêtes que trois couples danois, M. et Mme Kjeldsen, M. et Mme Busk Madsen ainsi que M. et Mme Pedersen, ont introduites devant la Commission en 1971 et 1972 contre le Danemark. Il s'agit de trois requêtes séparées dont la Commission a cependant prononcé la jonction.

Les requérants, mères et pères de famille, s'opposent à l'éducation sexuelle obligatoire de leurs enfants à l'école, telle que la prévoit la loi danoise du 25 mai 1970 et ils ont demandé en vain aux autorités compétentes de dispenser leurs enfants. Estimant que l'éducation sexuelle soulève des problèmes d'ordre éthique, ils préfèrent instruire eux-mêmes leurs enfants dans ce domaine. Ils prétendent que la loi susmentionnée méconnaît le droit des parents de faire instruire leurs enfants conformément à leurs propres convictions religieuses et philosophiques, tel que le garantit l'article 2 du Protocole No 1 à la Convention européenne des Droits de l'homme.

L'éducation sexuelle au Danemark a, pendant plusieurs années, constitué une partie du programme facultatif des écoles publiques. En mai 1970, cependant, le parlement danois a adopté une loi la rendant obligatoire dans les écoles. La nouvelle législation prévoit aussi que l'éducation sexuelle ne doit pas être présentée comme une matière distincte, mais être intégrée à l'enseignement des autres matières.

IV. ACTIVITES DU COMITE DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE EN CE QUI CONCERNE LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

16. Au cours de l'année 1975, le Comité des Ministres a été appelé à se prononcer deux fois en vertu de l'article 32 de la Convention européenne.

17. Dans l'affaire Kamma contre les Pays-Bas, le Comité des Ministres a décidé qu'il n'y avait pas eu violation de la Convention des Droits de l'homme. Le 13 janvier 1971, M. Jacob Kamma, ressortissant néerlandais avait introduit une requête devant la Commission européenne alléguant la violation de plusieurs articles de la Convention européenne. Par sa décision du 21 juillet 1972, la Commission européenne a déclaré recevables les griefs selon lesquels il y avait eu violation de l'article 18 en liaison avec l'article 5 de la Convention en ce sens que la police aurait profité de la détention préventive du requérant pour enquêter pendant un mois sur un meurtre dont on l'accusait, alors qu'à l'époque sa détention était sans rapport avec cette affaire, laquelle n'était pas même en cours d'instruction.

La Commission a examiné le fond de l'affaire et, après avoir considéré tous les éléments de la cause, a conclu pour les motifs indiqués dans son rapport qui a été rendu public, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 18 combiné à l'article 5 de la Convention. Le Comité des Ministres a suivi l'avis de la Commission par sa Résolution DH (75) 1.

18. Le Comité des Ministres a également examiné en vertu de l'article 32 l'affaire Huber contre l'Autriche.

M. Herbert Huber, ressortissant autrichien, avait introduit une requête, le 16 juin 1970, devant la Commission européenne, alléguant la violation de plusieurs articles de la Convention européenne des Droits de l'homme qui serait survenue au cours de sa détention en Autriche.

Par sa décision du 14 juillet 1971, la Commission européenne a déclaré recevables les griefs relatifs à la violation de l'article 6, paragraphe 1, de la Convention, du fait de la durée de la procédure menée à l'encontre du requérant.

La Commission a examiné le fond de l'affaire, et après avoir considéré tous les éléments de la cause, a conclu, par 8 voix contre 2, que la durée totale de la période qui s'est écoulée jusqu'à ce qu'il ne soit statué sur les accusations portées contre le requérant, n'était pas raisonnable au sens de l'article 6, paragraphe 1, de la Convention, et qu'il y a donc eu en l'espèce, violation de cette disposition.

Lors de l'examen de cette affaire devant le Comité des Ministres, le Gouvernement autrichien a présenté un mémorandum exposant que le paragraphe 1 de l'article 6 n'a pas été violé, en raison de la complexité de la procédure et des difficultés auxquelles se sont heurtées les commissions rogatoires adressées à des pays étrangers et de l'obstruction faite par le requérant.

Le Comité des Ministres a procédé au vote conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 32 de la Convention, sans toutefois que la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger ait été atteinte, et il a en conséquence décidé qu'il n'y a pas lieu de donner d'autres suites à cette affaire.

Le Comité des Ministres a décidé aussi de publier pour information, le rapport de la Commission européenne des Droits de l'homme sur cette affaire, y compris la Résolution qui a été adoptée, DH (75) 2.

V. AUTRES ACTIVITES DU COMITE DES MINISTRES EN RAPPORT AVEC LES DROITS DE L'HOMME

a) Gussenbauer contre l'Autriche

19. Le Comité des Ministres a pris note du rapport de la Commission européenne sur cette affaire dans lequel la Commission constate que les parties sont parvenues à un règlement amiable au sens de l'article 28 b) de la Convention européenne sur la base du respect des droits de l'homme, tels qu'ils sont définis dans la Convention.

b) Vampel contre l'Autriche

20. Le Comité des Ministres a pris note du rapport de la Commission européenne dans cette affaire.

En juin 1972, le Comité des Ministres avait examiné un rapport provisoire transmis en cette affaire par la Commission européenne, conformément à l'article 31, paragraphe 2 de la Convention européenne. Dans ce rapport, la Commission avait estimé provisoirement que la détention préventive du requérant avait été exagérément longue et avait contrevenu à l'article 5, paragraphe 3 de la Convention, toutefois, la Commission avait décidé que ce rapport devait avoir un caractère provisoire puisque les négociations en vue du règlement amiable avaient été suspendues avec l'accord des parties.

Dans son dernier rapport, la Commission a constaté qu'une modification fondamentale est intervenue en ce que le requérant a bénéficié de la part du Président de la République d'Autriche, de mesures de grâce, ce qui justifie la clôture de la procédure par la radiation de la requête du rôle de la Commission à la suite de la demande de retrait formulée par le requérant.

c) Assistance judiciaire gratuite devant la Commission européenne des Droits de l'homme

21. Le Comité des Ministres a décidé que le paragraphe 4 de l'Annexe à la Résolution (63) 18 sur l'octroi de l'assistance judiciaire à des particuliers ayant introduit une requête devant la Commission européenne, doit être interprété comme permettant de couvrir le remboursement des frais encourus par le requérant ou les personnes chargées de le représenter ou de l'assister pour des services rendus en rapport avec la requête avant la décision d'octroyer l'assistance judiciaire gratuite.

d) Quatrième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme

22. Le Quatrième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme a eu lieu à Rome, du 5 au 8 novembre 1975. Le thème de ce Colloque organisé par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe et le Ministre des affaires étrangères de la République italienne, était "Vingt-cinq ans de protection européenne des droits de l'homme - La Convention européenne des droits de l'homme, 1950-1975". Six sujets de réflexion et de discussion ont été proposés aux participants, environ 300 spécialistes des droits de l'homme (universitaires, magistrats, etc.) des dix-huit Etats membres du Conseil de l'Europe et d'un certain nombre de pays non européens. Dans l'après-midi du 5 novembre a eu lieu au Palazzo Barberini, la célébration pour le 25ème anniversaire de la signature de la Convention, en présence du Président de la République italienne et des autorités de la République italienne et du Conseil de l'Europe.

VI. LA CHARTE SOCIALE EUROPEENNE

23. La Charte sociale européenne, qui est le pendant de la Convention européenne des droits de l'homme dans le domaine social, a été signée le 18 octobre 1951. Elle est entrée en vigueur le 26 février 1965 après avoir été ratifiée par le Royaume-Uni, la Norvège, la Suède, l'Irlande et la République fédérale d'Allemagne. Depuis, elle a été ratifiée par le Danemark, l'Italie, Chypre, l'Autriche et la France.

La nature des droits garantis nécessite un système de contrôle original, fondé sur la soumission, par les Parties contractantes, de rapports biennaux sur les matières couvertes par les dispositions de la Charte qu'elles ont acceptées. Des copies sont adressées à certaines organisations nationales d'employeurs et de travailleurs dont les commentaires sont transmis au Secrétaire général du Conseil de l'Europe. Un cycle de contrôle comporte l'examen de ces rapports par un Comité d'experts indépendants et par un Comité gouvernemental, aux travaux duquel sont associés mutuellement, à titre consultatif, des observateurs d'une organisation internationale d'employeurs et d'une organisation internationale de travailleurs. Les conclusions de ces organes sont transmises à l'Assemblée consultative et au Comité des ministres du Conseil de l'Europe. Le Comité des ministres est habilité, en vertu de l'article 29, à faire toute recommandation nécessaire à chaque Partie contractante.

24. Le premier cycle de contrôle avait pris fin le 12 novembre 1971 avec l'adoption de la résolution (71) 30 par le Comité des ministres.

25. Le deuxième cycle de contrôle portant sur la période 1968-1969 s'est achevé le 29 mai 1974, date à laquelle le Comité des ministres a adopté la résolution (74) 16. Agissant en vertu de l'article 29 de la Charte, le Comité des ministres a décidé dans cette résolution :

1. de transmettre aux gouvernements des Etats concernés les Conclusions II du Comité d'experts indépendants, le deuxième rapport du Comité inter-gouvernemental ainsi que l'avis exprimé à ce sujet par l'Assemblée consultative;
2. d'attirer l'attention des gouvernements de ces Etats sur les observations formulées dans les documents mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, notamment en ce qui concerne les actions nécessaires en vue de rendre les législations et les pratiques nationales conformes aux obligations découlant de la Charte.

26. Le troisième cycle de contrôle couvre les années 1970 et 1971. Le Comité d'experts indépendants a terminé son travail en 1973 avec l'adoption des "Conclusions III". Au cours de l'année 1974, le Comité intergouvernemental les a examinées et a adopté son rapport le 8 novembre. Conformément à l'article 28 de la Charte sociale, les "Conclusions III" ainsi que le rapport du Comité gouvernemental ont été transmis à l'Assemblée consultative qui les a examinés lors de sa session d'avril 1975 et qui a adopté l'Avis No 71 (1975).

Les trois documents ont été soumis le 17 octobre 1975 au Comité des ministres qui a pris une décision en sa qualité de quatrième et dernier organe chargé de contrôler l'application de la Charte. La résolution adoptée (Résolution (75) 26) est ainsi libellée :

"Le Comité des Ministres ... agissant en vertu de l'article 29 de la Charte,

1. Décide de transmettre aux gouvernements ... [des Etats concernés] ... les Conclusions III du Comité d'experts indépendants, le troisième rapport du Comité gouvernemental ainsi que l'Avis No 71 de l'Assemblée consultative;
2. Attire l'attention des gouvernements de ces Etats sur les observations formulées dans les documents mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, notamment sur les points 6, 7 et 8 de l'Avis de l'Assemblée concernant les actions nécessaires en vue de rendre les législations et les pratiques nationales plus entièrement conformes aux obligations découlant de la Charte."

Le membre de phrase relatif à l'Avis de l'Assemblée concerne la partie de l'Avis No 71 dans laquelle l'Assemblée prie instamment le Comité des ministres d'adresser à certains Etats des recommandations en vue d'une stricte application de la Charte sociale et lui propose d'inviter ces Etats à mettre leur législation et leur pratique en harmonie avec les dispositions de la Charte sur les points indiqués. En outre, l'Assemblée suggère que le Comité transmette aux Etats intéressés les observations du Comité d'experts indépendants relatives au droit des travailleurs masculins et féminins à une rémunération égale pour un travail de valeur égale.

27. Le contrôle du quatrième cycle, qui englobe les années 1972 et 1973, a commencé en 1974. Les rapports présentés par les Parties contractantes ont déjà été examinés par le Comité d'experts indépendants qui adoptera prochainement ses "Conclusions IV". La France soumettra son premier rapport au cours du cinquième cycle. On s'attend à ce que le Comité gouvernemental entreprenne l'examen des rapports du quatrième cycle de contrôle dans les premiers mois de 1976.

28. Tout au long des quatre cycles de contrôle, le Comité d'experts indépendants et le Comité gouvernemental ont estimé que les Parties contractantes avaient réalisé des progrès constants et qu'elles se conformaient de plus en plus aux dispositions de la Charte. Cette constatation s'appuie notamment sur le nombre considérable de modifications que les différents Etats membres ont apportées à leurs lois, réglementations et pratiques en vue de rendre celles-ci plus étroitement conformes aux obligations découlant de la Charte. Ces progrès pratiques révèlent le caractère dynamique du système de contrôle prévu par la Charte.

Pendant le quatrième cycle, le Comité d'experts indépendants a relevé que la plupart des Parties contractantes mentionnaient dans leur rapport des cas dans lesquels leur législation avait déjà été amendée ou était en voie de l'être.

Parmi les nouveaux résultats obtenus au cours du quatrième cycle de contrôle de l'application de la Charte, on peut citer les exemples suivants :

- En Autriche, une nouvelle législation relative à un des aspects de l'interdiction du travail forcé, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1975, a abrogé les dispositions de la loi de 1885 relative au vagabondage et l'article 305 du code pénal que le Comité avait jugés incompatibles avec le libre choix de l'emploi garanti à l'article 1 (2) de la Charte.
- A Chypre, la loi relative à la sécurité sociale, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1973, a apporté des améliorations considérables au régime existant, ce qui permet d'affirmer que Chypre possède désormais un véritable régime de sécurité sociale conforme à l'article 12 (1) de la Charte.
- Au Danemark, l'entrée en vigueur de la loi relative à la marine marchande, le 13 juin 1973, a rendu la législation danoise conforme aux dispositions de l'article 1 (2) de la Charte.
- En République Fédérale d'Allemagne, il a été décidé de ramener de 3 ans à 1 an, pour les nationaux de toutes les Parties contractantes à la Charte sociale, le délai normalement imposé pour le regroupement de la famille des travailleurs migrants. En conséquence, la situation de ce pays est maintenant conforme à l'article 19, paragraphe 6 de la Charte relatif au regroupement des familles.
- En Irlande, la nouvelle loi de 1972 sur les élections locales et les modifications apportées à l'Annexe à l'Ordonnance de 1898 concernant le gouvernement local ont supprimé des dispositions du droit irlandais qui n'étaient pas conformes à l'article 13, paragraphe 2, de la Charte.
- En Norvège, un amendement à la loi autorisant des sanctions à l'encontre des marins qui quittent leur emploi, a été déposé devant le Parlement; si cet amendement est adopté, la loi en question sera conforme aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la Charte.
- En Suède, une nouvelle législation relative aux marins compatible avec les obligations découlant de l'article 1, paragraphe 2, de la Charte est entrée en vigueur.
- Au Royaume-Uni, depuis janvier 1973, l'entrée dans le pays ne peut plus être refusée, pour des motifs médicaux, aux épouses et aux enfants de résidents permanents. Cette évolution est conforme aux obligations imposées par l'article 19 (6) de la Charte.

Enfin, on peut espérer qu'indépendamment des nouvelles ratifications qui peuvent intervenir de la part des Etats qui ont déjà signé la Charte, le nombre des engagements souscrits par les actuelles Parties contractantes s'accroîtra, notamment à la suite de modifications des législations internes.

D'ores et déjà, un certain nombre d'Etats membres du Conseil de l'Europe qui ne sont pas encore Parties contractantes à la Charte sociale européenne, ont manifesté un vif intérêt pour la ratification de cet instrument. Dans certains cas (Luxembourg et Islande), le Parlement a déjà été saisi d'un projet de loi autorisant le Gouvernement à ratifier la Charte.

Les différents organes de contrôle de la Charte ont soulevé la question de la mise en oeuvre de la procédure prévue à l'article 22 de la Charte; cet article concerne les rapports relatifs aux dispositions que les Parties contractantes n'ont pas encore acceptées.

29. Il faut noter que le système de contrôle représente également un moyen de communication privilégié entre les experts gouvernementaux des Parties contractantes, les organisations de travailleurs et d'employeurs, les experts indépendants, les parlementaires et le Comité des ministres. Ce rôle permanent, bien que difficile à traduire en chiffres, ne peut que favoriser le progrès dans le domaine social.

#### VII. ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

30. Au cours de l'année 1975, l'Assemblée a adopté les textes suivants concernant les droits de l'homme et d'autres questions s'y rapportant.

- Recommandation 757 (1975) relative aux conclusions de la réunion de la Commission des questions juridiques de l'Assemblée avec les Ombudsmen et les commissaires parlementaires dans les Etats membres du Conseil de l'Europe, qui se lit comme suit :

L'Assemblée,

1. Se félicitant de la réunion que sa commission des questions juridiques a tenue avec les Ombudsmen et commissaires parlementaires dans les Etats membres du Conseil de l'Europe (Paris, 18 - 19 avril 1974);
2. Considérant que l'Ombudsman, le commissaire parlementaire ou le médiateur remplit une double fonction d'importance primordiale; protéger les particuliers contre les abus des administrations publiques et, plus généralement, améliorer ces administrations;
3. Consciente de ce qu'aujourd'hui les pouvoirs publics réglementent des aspects de plus en plus nombreux de la vie des hommes;
4. Considérant que les Etats se sont chargés de la sauvegarde des droits et libertés fondamentales de l'homme, mais que les empiétements de la puissance publique sur la vie privée de l'individu peuvent constituer des atteintes à ces mêmes droits et libertés;
5. Considérant, en outre, que les formes usuelles du contrôle judiciaire ne permettent pas toujours de réagir avec une rapidité et une efficacité suffisantes à tous les aspects et à tous les détours de l'administration moderne;
6. Convaincue de la nécessité d'une garantie supplémentaire, à la fois plus simple, plus rapide, moins onéreuse et plus souple dans son fonctionnement que les voies de recours judiciaire actuelles;

7. Estimant que cette garantie peut être assurée par un Ombudsman ou un commissaire parlementaire;
8. Convaincue également que, par l'information et l'assistance qu'il fournit au parlement, l'Ombudsman contribue à renforcer le contrôle parlementaire sur l'exécutif;
9. Se félicitant de l'extension remarquable de l'institution de l'Ombudsman et du commissaire parlementaire aux niveaux tant national que local, qui s'est produite au cours des dernières années en Europe.
10. Recommande au Comité des ministres d'inviter les gouvernements des Etats membres qui n'ont pas encore adopté cette institution d'étudier la possibilité de désigner tant au niveau national qu'au niveau régional et/ou local, des personnes assumant des fonctions correspondant à celles des Ombudsmen et commissaires parlementaires existants.

Résolution 596 (1975) relative à la mise en application de l'article 57 de la Convention européenne des Droits de l'homme, qui se lit comme suit :

L'Assemblée,

1. Ayant examiné les réponses des gouvernements à l'enquête entreprise en 1970 par le Secrétaire général alors en fonction, sur la mise en oeuvre de l'article 5, paragraphe 5, de la Convention européenne des droits de l'homme, en application de l'article 57 de la convention;
2. Considérant que les réponses des gouvernements à cette enquête sont dans l'ensemble intéressantes et satisfaisantes, et peuvent contribuer à une mise en application effective de la convention dans les Etats membres du Conseil de l'Europe,
3. Prend acte avec satisfaction de l'initiative prise en 1970 par le Secrétaire général;
4. Se félicite de la récente décision de l'actuel Secrétaire général d'entreprendre une enquête sur l'application des articles 8, 9, 10 et 11 de la convention;
5. Exprime l'espoir que le Secrétaire général continuera de faire usage des pouvoirs que lui confère l'article 57 de la convention.

Résolution 597 (1975) relative aux clauses facultatives de la Convention européenne des droits de l'homme, qui se lit comme suit :

L'Assemblée,

1. Se félicitant de ce que la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales soit désormais en vigueur dans les dix-huit Etats membres du Conseil de l'Europe;
2. Considérant que le droit de recours individuel et la Cour européenne des droits de l'homme figure parmi les innovations les plus importantes de la Convention, car ils offrent les moyens d'une mise en oeuvre effective, au niveau européen, des droits de l'homme énoncés dans la Convention;



3. Considérant que la reconnaissance du droit de recours individuel et la reconnaissance de la juridiction obligatoire de la Cour des droits de l'homme (articles 25 à 46 de la Convention) sont facultatives et subordonnées à des déclarations par les gouvernements des Etats contractants;
  4. Regrettant que cinq Etats membres du Conseil de l'Europe n'ont pas reconnu le droit de recours individuel, et que quatre Etats membres n'ont pas reconnu la juridiction obligatoire de la Cour;
  5. Regrettant qu'en conséquence, ces Etats membres n'autorisent pas les personnes physiques, les organisations non gouvernementales et les groupes de particuliers relevant de leur juridiction à s'adresser à la Commission européenne des droits de l'homme.
  6. Engage les Etats membres qui n'ont pas encore reconnu le droit de recours individuel et la juridiction obligatoire de la Cour européenne des droits de l'homme à le faire le plus tôt possible.
- Recommandation 768 (1975) relative à la torture dans le monde, qui se lit comme suit :

L'Assemblée,

1. Consternée par le fait que la torture est pratiquée dans plus d'une soixantaine de pays;
2. Considérant que dans ces pays il ne s'agit pas d'excès commis par des individus ou des groupes se situant délibérément en marge des lois, mais que ces sévices sont exercés par des agents de l'Etat, non seulement avec l'approbation, mais sur les ordres de leurs gouvernements;
3. Considérant qu'il y a des gouvernements qui organisent l'entraînement de leurs fonctionnaires à la torture;
4. Convaincue que l'Assemblée du Conseil de l'Europe ne peut rester indifférente lorsque dans certains pays les droits de l'homme sont aussi gravement violés;
5. Considérant que la torture figure parmi les sévices les plus effroyables et les plus pervers que les hommes puissent s'infliger les uns aux autres, physiquement et moralement;
6. Rappelant avec la plus grande insistance que la torture compte parmi les plus graves violations des droits de l'homme;
7. Se félicitant que le Conseil de l'Europe s'est doté d'instruments propres à assurer le respect des droits de l'homme dans ses Etats membres, et que l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme stipule que nul ne peut être soumis à la torture;
8. Estimant que l'extradition ou l'expulsion vers des pays où la torture est pratiquée ou tolérée par des instances gouvernementales est contraire à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme;

9. Recommande au Comité des ministres :

a) d'accepter formellement le principe contenu dans les conclusions de la rencontre de juin 1969 sur l'application de la Convention européenne d'extradition concernant le refus de l'extradition si elle conduisait à un traitement inhumain;

b) d'examiner les possibilités, pour les Etats membres, de réviser les conventions d'entraide judiciaire et d'extradition conclues avec les pays où la torture est pratiquée ou tolérée par les instances gouvernementales, et d'examiner également les pratiques suivies par ces pays en matière d'expulsion.

VIII. PUBLICATIONS

31. Le Volume XVI de l'Annuaire de la Convention européenne des droits de l'homme couvrant l'année 1973, est paru en 1975. L'annuaire contient des informations générales concernant la Convention, la Commission et la Cour, une sélection des décisions sur la recevabilité des requêtes, les décisions du Comité des ministres et les arrêts de la Cour, et des informations sur l'application de la Convention par les juridictions nationales de certains Etats membres.

32. La Direction des droits de l'homme a publié en 1975 une brochure sur les Aspects nationaux de la convention européenne des droits de l'homme ainsi que les Actes de la table ronde sur les conseils de presse tenue à Stockholm en septembre 1974.

Le premier volume des travaux préparatoires de la Convention est paru en 1975.

---